
LA SÉRIE DES BATAILLES CANADIENNES

La bataille des forts de Chignectou, 1755

par Bernard Pothier

LA SÉRIE DES BATAILLES CANADIENNES

La bataille des forts de Chignectou, 1775

LA SÉRIE DES BATAILLES CANADIENNES

La bataille des forts de Chignectou, 1775

par Bernard Pothier

Musée canadien de la guerre

La série des batailles canadiennes, n° 12

LA SÉRIE DES BATAILLES CANADIENNES

Tout au long de l'histoire du Canada, il y a eu des moments de lutte cruelle à grande et à petite échelle qui ont influencé le développement du pays et modifié ou reflété le caractère de ses habitants. Dans le cadre de cette série, le Musée canadien de la guerre présente ces combats et ces escarmouches sous forme de brefs récits rédigés par des historiens chevronnés et accompagnés de documents visuels. Il s'agit d'études de moments de crise au cours desquels des Canadiens et des Canadiennes ont été appelés à donner une bonne partie, sinon la totalité, de ce qu'ils avaient pour défendre ce qui leur tenait à coeur. Ces études leur sont dédiées en signe de gratitude.

Victor Suthren

Musée canadien de la guerre

*Joannae Dolorosae,
uxori bonae et patienti*

LA SÉRIE DES BATAILLES CANADIENNES

La bataille des forts de Chignectou, 1775

par Bernard Pothier

Le Traité d'Utrecht, signé en 1713, cédait officiellement à la Grande-Bretagne la colonie française de l'Acadie. Les nouveaux maîtres de cette dernière la rebaptisèrent Nova Scotia et établirent un semblant de gouvernement dans la principale colonie de peuplement, Port-Royal, qu'ils rebaptisèrent Annapolis Royal. Pourtant, quatre décennies plus tard, la France et la Grande-Bretagne ne s'étaient toujours pas entendues sur les limites de la province. Le Traité faisait vaguement allusion à «toute la Nouvelle-Écosse ou Accadie selon ses anciennes frontières». Depuis, sur le front diplomatique, la France s'efforçait de limiter ses pertes, en soutenant, vers 1750, que les limites de l'Acadie ne s'étendaient pas au-delà de la rivière Missaguash, sur l'isthme de Chignectou. La France était donc déterminée à ne céder rien de plus que la péninsule acadienne, tandis que les Anglais soutenaient que, dans le passé, les Français avaient toujours prétendu que les «anciennes limites» s'étendaient aussi loin qu'au Canada, au nord, et que la Nouvelle-Angleterre, à l'ouest.

Les Britanniques n'étaient pas parvenus non plus à imposer leur autorité à leurs nouveaux sujets de langue française, les Acadiens, en Nouvelle-Écosse. En fait, ces derniers voyaient bien peu de choses de la présence britannique, en particulier dans les districts éloignés de Cobeguit (actuellement Truro, N.-É.) et Beaubassin (Chignectou) et pratiquement rien au-delà de la Missaguash. Essentiellement apolitiques, les Acadiens étaient disposés à se soumettre à l'autorité britannique, mais jusqu'à un certain point seulement. Ainsi, pour la prestation obligatoire du serment d'allégeance à la Couronne britannique, ils insistèrent résolument sur leur droit à la liberté de religion et sur leur droit de rester neutres en cas de guerre entre la Grande-Bretagne et la France. Comme les Britanniques n'étaient guère disposés à accepter une modification du serment, la question donna lieu à une joute entre maître et sujet pendant toute une génération et, en 1755 encore, l'affaire du serment n'était toujours pas résolue.

La politique de la France à l'égard de son ancienne colonie visait à préparer sa récupération prochaine. Mais pour l'heure, il fallait privilégier la diplomatie plutôt que la force militaire : en effet, les deux Couronnes avaient intérêt à faire en sorte d'éviter toute guerre ouverte pendant 30 ans après la signature du Traité d'Utrecht afin de préserver leur stabilité interne et le commerce entre les deux pays. La diplomatie française pressait donc les populations autochtones, les Micmacs et les Malécites, et les Acadiens eux-mêmes à entretenir des liens étroits avec les Français et de l'hostilité à l'égard des nouveaux maîtres de la Nouvelle-Écosse. Les Acadiens, toutefois (encouragés, en cela, par la plupart de leurs prêtres), croyaient que la neutralité restait la meilleure garantie de leur sécurité dans les circonstances. Bref, ils s'efforçaient de se tenir loin des ambitions impériales et de la France et de la Grande-Bretagne. En l'occurrence, la majorité des «Français neutres», comme les Acadiens en vinrent à être appelés, resta dans une large mesure essentiellement neutre, en effet, dans le conflit qui menaçait d'éclater autour d'eux dans toute la grande région acadienne à partir du milieu des années 1740.

Après la chute de Louisbourg, devant des forces combinées réunissant des navires de la *Royal Navy* et des troupes provinciales de la Nouvelle-Angleterre, en 1745, la diplomatie française commença toutefois à encourager les Micmacs à entraîner les Acadiens dans une opposition active aux Britanniques en Nouvelle-Écosse. De leur côté, les Britanniques, après que les Français eurent récupéré Louisbourg par traité en 1748, fondèrent Halifax dans une tentative pour renforcer la Nouvelle-Écosse et faire contrepoids à la menace que représentaient leurs voisins français et les Indiens de plus en plus hostiles. Tandis que la guerre entre les deux Couronnes s'avérait menaçante de nouveau, l'attitude des Britanniques à l'égard des Acadiens et des Micmacs s'envenima et la tension monta dans les terres frontalières disputées de Chignectou.

Ce qui alarmait particulièrement les autorités, tant en Nouvelle-Écosse qu'au Massachusetts, c'était l'empiètement des troupes coloniales françaises régulières dans l'isthme de Chignectou. Sous le commandement d'un combattant rompu à la guerre en pays sauvage, le capitaine Louis, Chevalier de La Corne, elles avaient ordre d'interdire toute activité et toute influence britanniques au-delà de la rivière Missaguash, dont les Français faisaient la frontière naturelle entre la Nouvelle-Écosse britannique et la Nouvelle-France continentale. Au mois d'août 1750, le gouverneur de la Nouvelle-Écosse, Edward Cornwallis, dans une tentative pour s'opposer à ces empiètements, dépêcha à Missaguash un petit groupe armé placé sous le commandement du lieutenant-colonel Charles Lawrence. Arrivé sur place, Lawrence mit en déroute un groupe d'Indiens conduit par un missionnaire activiste, l'abbé Jean-Louis Le Loutre, et entreprit l'érection d'un petit fort sur une crête, du côté de la péninsule, qu'il baptisa fort Lawrence et où ses troupes établirent leur garnison. Ce faisant, Lawrence attestait jusqu'à un certain point l'idée d'une frontière *de facto* séparant la Nouvelle-Écosse britannique de la sphère d'influence de la France dans la région.

En réaction à l'établissement du fort Lawrence, les Français édifièrent l'année suivante un petit fort en terre battue, le fort Beauséjour, situé à quelque trois kilomètres de distance, du côté continental de la Missaguash. Il devait, naturellement, servir à prévenir tout empiètement britannique en territoire canadien. En même temps, à l'extrémité nord de l'isthme, sur la baie Verte, les Français construisaient le fort Gaspereau, qui devait aussi servir de dépôt pour les munitions et les marchandises envoyées par bateau de Québec et de Louisbourg. Ensemble, ces installations donnaient aux Français la maîtrise de l'isthme. Pendant ce temps, les Français remettaient en service une ancienne place forte située à l'embouchure de la rivière Saint-Jean, sur la baie de Fundy, dans une tentative pour contrôler les approches de Chignectou par la baie de Fundy. Il s'agissait dans les trois cas de dépendances militaires et administratives qui relevaient du gouvernement de Québec.

Tandis que l'on procédait à ces travaux d'ordre militaire, le missionnaire Le Loutre s'efforçait de créer une nouvelle Acadie sous hégémonie française à l'ouest de la Missaguash, vers laquelle il était déterminé à attirer les habitants francophones de la Nouvelle-Écosse. Ainsi, à partir du début des années 1750, il entreprit de convaincre, par des promesses flatteuses, les Acadiens d'abandonner leurs foyers et leurs fermes bien établis pour aller s'installer du côté continental de la rivière où ils furent nombreux à être forcés de vivre dans l'indigence aux dépens de la Couronne française. Quand la persuasion échouait, Le Loutre utilisait la menace de représailles indiennes pour forcer les malheureux habitants à quitter leurs villages. En 1755, presque toute la région de Beaubassin (nom sous lequel étaient connus les établissements acadiens du côté néo-écossais de la frontière officielle) avait été incendiée. Les habitants cherchèrent refuge en grand nombre dans l'île Saint-Jean (Île-du-Prince-Édouard) et l'île Royale, mais la plupart se blottirent près du fort Beauséjour, où ils formaient un groupe de réfugiés appauvris et démoralisés dont la subsistance dépendait de la Couronne française; en même temps ils étaient susceptibles d'être reconnus coupables de trahison à l'égard des autorités néo-écossaises pour être passés du côté des Français. En 1755, quelque 3 000 Acadiens, dont près de la moitié était des réfugiés de Beaubassin, vivaient sous la protection du fort français.

Bien qu'il n'eût pas été conçu au départ comme base d'opérations offensives, le fort Beauséjour était la seule place forte française en Amérique à menacer directement les intérêts britanniques au milieu des années 1750. Le Massachusetts percevait la présence de troupes françaises près de la frontière de Chignectou comme une menace à la sécurité de toute l'Amérique du Nord britannique. En réalité, la menace n'était pas sérieuse à long terme, car les lignes de communication françaises avec Québec étaient beaucoup trop étendues et compliquées. Les intérêts français dans la région étaient, en fait, d'ordre défensif : ils avaient pour but d'empêcher l'influence britannique de s'étendre au-delà de l'isthme et de former un lien terrestre ininterrompu le long de la rive nord de la baie de Fundy, jusqu'à l'est de la Nouvelle-Angleterre. En conséquence, c'étaient les Britanniques plutôt que les Français qui étaient le plus susceptibles de prendre l'initiative si la guerre éclatait de nouveau en Amérique du Nord.

Pendant ce temps, les autorités britanniques semblaient généralement d'accord pour penser qu'il était souhaitable de saisir toutes les occasions possibles pour empêcher les empiètements français en Nouvelle-Écosse. Au début de l'été 1754, Thomas Robinson, nouveau secrétaire d'État responsable des colonies, alla beaucoup plus loin. Malgré l'état de paix qui régnait entre les deux Couronnes, il donna ordre au gouverneur du Massachusetts, William Shirley, et au gouverneur suppléant de la Nouvelle-Écosse, Charles Lawrence, d'agir de concert et d'«attaquer les forts construits par les Français dans ces régions». C'était là une directive mal avisée qui ouvrait la voie à la conflagration qui allait bientôt -- bien avant que la guerre ne soit officiellement déclarée en Europe -- entraîner la France et la Grande-Bretagne dans la lutte finale pour la domination de l'Amérique du Nord. La prochaine guerre verrait les deux Couronnes consentir d'importants efforts militaires pour instaurer leur hégémonie dans le nouveau monde, car toutes deux voyaient dans le commerce outremer la plus importante source de puissance nationale.

Lawrence et Shirley

Les gouverneurs Lawrence et Shirley s'entendaient parfaitement sur la question des terres frontalières de Chignectou. Shirley donna à la lettre de Thomas Robinson l'interprétation la plus large possible, y voyant un ordre donné à lui et à Lawrence de saisir toutes les occasions de chasser de l'isthme les forces françaises. En novembre 1754, il offrit à Lawrence sa pleine et entière coopération dans une telle entreprise et Lawrence était lui-même convaincu de la nécessité d'une expédition à Chignectou pour assurer la sécurité de toute la région. Dans une lettre envoyée auparavant, il avait fait part à Lord Halifax, président du *Board of Trade*, de la nécessité d'expulser complètement les troupes françaises de la province et il rappelait maintenant à Shirley que la Nouvelle-Écosse -- poste avancé de la Nouvelle-Angleterre - ne pourrait remplir son rôle de rempart protégeant les parties est de la Nouvelle-Angleterre tant que les Français domineraient Chignectou et la rivière Saint-Jean. Lawrence répondit à l'offre de coopération de Shirley en envoyant deux de ses officiers réguliers les plus expérimentés -- le jeune lieutenant-colonel Robert Monckton et le capitaine George Scott, un vétéran, -- à Boston pour mettre au point les détails. Il rassura également le gouverneur du Massachusetts qu'il était disposé à payer les coûts de cette expédition à même la subvention parlementaire régulière accordée à la Nouvelle-Écosse.

Monckton et Scott connaissaient bien les conditions qui régnaient à la frontière de Chignectou, chacun ayant occupé un poste de commandement à fort Lawrence. À Boston, Monckton (que Lawrence avait déjà nommé commandant en chef de toute expédition menée dans la région) exposa son plan à Shirley et à son état-major, au moyen de cartes illustrant les deux forts français de l'isthme. Ces cartes avaient été préparées et transmises aux Britanniques par un petit fonctionnaire du fort Beauséjour, le traître Thomas Pichon. La vie ennuyeuse de la garnison en pays sauvage faisait parfois que des fonctionnaires français et britanniques se retrouvaient ensemble; alors qu'il commandait fort Lawrence, Scott s'était lié d'amitié avec Pichon et lui avait offert de l'argent en échange de renseignements sur les Français du district.

Pendant plus d'une année, Pichon envoya à Scott et à son successeur, le capitaine John Hussey, toutes sortes de renseignements secrets et de rapports sur les forts français ainsi que sur les activités des Français et des Micmacs dans le district. En plus de fournir des cartes, il avait tracé à l'intention de Scott les grandes lignes de ce qu'il fallait faire pour capturer le fort Beauséjour.

Shirley accueillit avec enthousiasme les officiers venus de Halifax et, en février 1755, il fit valoir ses arguments en faveur d'une expédition en Nouvelle-Écosse au cours d'une séance d'urgence secrète de la *General Court*, le corps législatif du Massachusetts. Renonçant à consulter plus avant les autorités de Londres, les deux gouverneurs décidèrent de prendre les choses en main et d'aller de l'avant sur la foi de la directive de Thomas Robinson de l'été précédent. Prévoyant que les Britanniques donneraient en bout de ligne leur accord, ils préparèrent l'expédition, Lawrence utilisant son pouvoir pour tirer des traites sur le Trésor britannique. Pendant ce temps, Shirley engageait les marchands bostonnais Apthorpe et Hancock et d'autres afin qu'ils rassemblent l'armement, les munitions, les rations et les provisions nécessaires. Au milieu de l'hiver 1755, il n'était plus question de reculer.

Ce sont surtout Lawrence, Monckton et le lieutenant-colonel John Winslow qui s'occupèrent des détails militaires de l'expédition à Chignectou. Le gouverneur de la Nouvelle-Écosse avait ordonné à Monckton de se procurer 12 canons de 18 livres et leurs munitions, des tentes, des mousquets, des pierres à feu et tous les accessoires nécessaires ainsi que des harnais pour 50 chevaux, des haches d'arme, des pioches, des pelles et des brouettes pour les travaux de siège. Winslow, un officier populaire et efficace de la milice du Massachusetts et vétéran de l'armée britannique, se vit confier le commandement du régiment de deux bataillons d'hommes de la Nouvelle-Angleterre mis sur pied pour l'expédition. Il fut également nommé commandant adjoint de Monckton. Les plans se déroulaient pour la plupart comme prévu, en février 1755, et, malgré l'inimitié entre Monckton, le professionnel britannique, et Winslow, le leader de milice provinciale, tout l'état-major militaire fonctionnait de façon harmonieuse. À la fin de février, Shirley écrivit les mots suivants au lieutenant-gouverneur James Delancey, de la province de New York :

...le colonel Lawrence et moi avons mis au point des mesures pour déloger les Français de leurs forts en Nouvelle-Écosse et pour les expulser de la province, et, entre autres préparatifs à cette fin, je suis en train de mettre sur pied une force de renfort de 2 000 hommes...

Bien que Lawrence et Shirley eussent quelque peu dépassé l'intention des instructions de Robinson, tôt au mois de mai, le général Edward Braddock, arrivé depuis peu de Grande-Bretagne pour prendre le commandement des troupes britanniques en Amérique, donna son approbation au plan de Shirley. Braddock, après tout, était lui aussi sur le point de se lancer dans une expédition semblable en franchissant les Appalaches vers l'ouest pour attaquer les empiétements français dans la vallée de l'Ohio.

L'expédition

Le colonel Robert Monckton était le deuxième fils d'une importante famille du Yorkshire et il était député à la Chambre des communes. C'était un soldat de carrière ayant le grade effectif de lieutenant-colonel commandant le 47^e Régiment à pied. Il était arrivé en Nouvelle-Écosse avec son régiment trois ans auparavant et sa première affectation dans la colonie fut celle de commandant du fort Lawrence. Lorsque le gouverneur Lawrence le désigna pour diriger l'expédition à Chignectou, il n'avait que 28 ans.

Après la planification et les préparatifs de l'hiver, les forces de Monckton quittèrent Boston en convoi le 19 mai 1755. Les 2 000 irréguliers de la Nouvelle-Angleterre (dont plus de 85 % étaient des hommes du Massachusets) firent voile à bord de 30 transports de troupes et

navires d'approvisionnement escortés par trois frégates de 24 canons placées sous le commandement du capitaine John Rous, de la *Royal Navy*. La flotte fit d'abord halte à Annapolis Royal où elle fut rejointe par le *Vulture*, sloop de guerre parti de Halifax, et trois autres navires de transport ayant à leur bord des provisions, des réguliers britanniques des 40^e et 45^e Régiments, un train d'artillerie de 50 hommes provenant de la garnison d'Halifax, et l'ingénieur John Brewse.

Après s'être regroupée à Annapolis Royal, la flotte appareilla aux petites heures du matin le 1^{er} juin; elle jeta l'ancre, ce soir-là, au large du cap Maringouin, entre la baie Chepoudy et Beaubassin (bassin de Cumberland). Pendant ce temps, les Français avaient toute raison de croire qu'il se passait quelque chose. Le notaire Louis Aumasson de Courville, secrétaire du commandant du fort, Duchambon de Vergor, un illettré, nota dans son journal l'absence de trafic en direction ou en provenance du fort Lawrence ce printemps-là, alors que la saison de navigation avait repris son cours normal. Vergor lui-même était nerveux et il avait déjà envoyé des courriers à Annapolis pour voir si des préparatifs de guerre étaient en cours. Ils y arrivèrent avant les troupes de Monckton, en route de Boston, et ils n'apprirent donc rien. Sur la foi de leur rapport, Vergor eut le plaisir de nier les rumeurs d'hostilités prochaines qu'apportèrent plus tard les habitants acadiens.

Les illusions de Vergor s'envolèrent toutefois dans la nuit du 1^{er} au 2 juin, lorsque des colons, venus de la région de Chepoudy, firent savoir qu'une importante flotte ennemie était à l'ancre, attendant la marée pour faire voile vers Beaubassin. Le commandant français ne pouvait plus avoir de doute sur les intentions des Britanniques. Il dépêcha immédiatement des courriers pour demander de l'aide au gouverneur-général de la Nouvelle-France à Québec, au missionnaire auprès des Malécites, le jésuite Charles Germain, sur la rivière Saint-Jean, et au gouverneur Drucourt, à Louisbourg. Puis il ordonna à tous les Acadiens physiquement aptes du district, y compris ceux des établissements de la baie Chepoudy, de venir prendre un tour de service au fort.

Pendant ce temps, au large du cap Maringouin, le colonel Monckton convoquait un conseil de guerre pour la matinée du 2 juin, à bord de la frégate *Success*. La décision fut alors prise de tenter un débarquement près du fort Lawrence, à la marée haute, ce soir-là. La flotte fit donc voile vers le milieu de l'après-midi, mais, en raison de l'épais brouillard, les Français furent incapables d'apercevoir les envahisseurs jusqu'à ce qu'ils fussent proches de la terre. Plusieurs navires jetèrent l'ancre aussi près du fort Lawrence qu'ils le pouvaient, à l'anse au Galop, où la rivière Missaguash et la rivière La Planche se jetaient dans le bassin. D'autres affrontèrent les eaux de la marée baissante pour atteindre les battures qui s'élevaient en pente raide depuis les rives des deux rivières. Hors de portée des canons du fort Beauséjour, les troupes britanniques débarquèrent sans être inquiétées, marchèrent jusqu'au fort Lawrence et établirent leur campement sur les pentes herbeuses proches du fort et dans ce qu'il restait des maisons et des granges de la région.

Les défenses françaises

Le fort Beauséjour était construit selon le modèle classique des places fortes européennes du XVIII^e siècle, mais à une échelle réduite. Épousant la forme d'un pentagone régulier, il présentait cinq petits bastions complets, avec faces et flancs, reliés par des courtines. Dans sa plus grande largeur, le fort ne mesurait que 79 mètres, ce qui en limitait les possibilités défensives. Il n'y avait aucun élément de maçonnerie dans sa construction. L'enceinte qui formait le périmètre extérieur du fort était constituée d'une simple palissade adossée à un rempart de terre battue, au sommet de laquelle se dressaient un parapet et une banquette, et d'un terre-plein s'élevant à 3 mètres au-dessus du sol, à l'intérieur du fort. L'un des bastions abritait la poudrière, et des casemates étaient construites sous le rempart des autres. Comme armement, le fort

disposait d'environ 26 canons (deux pièces de 3, quatorze pièces de 6, quatre pièces de 8 et six pièces de 12) et d'un seul mortier de cuivre de 10 pouces disposé près des remparts.

Le fort Beauséjour faisait donc partie de la série de postes frontaliers construits et fortifiés par la France au XVIII^e siècle et qui s'étendaient de l'Atlantique jusqu'à l'extrémité trans-appalachienne de son empire nord-américain. Plus gros que le fort Duquesne, sis au confluent de l'Ohio et de la Monongahela, il était infiniment plus petit que les forts Carillon et Niagara. Bien qu'il fût conforme dans sa conception aux normes classiques en matière de fortification, le fort Beauséjour présentait néanmoins une faiblesse évidente qui semble avoir échappé à ses bâtisseurs : un ennemi pouvait s'en approcher en ayant l'avantage d'un terrain plus élevé. Le fort était bâti sur une pente à l'extrémité sud d'une crête; il donnait sur le fond de Beaubassin et les marais littoraux environnants sur quatre côtés; mais face au cinquième, côté nord-est, le terrain s'élevait doucement pour dominer le fort à une distance d'environ un kilomètre. C'est aussi le côté qui fut choisi pour aménager l'entrée du fort. Plusieurs officiers français étaient conscients de ces lacunes depuis le début. Le commandant de la garnison de Louisbourg, Michel Le Courtois de Surlaville, avait écrit que le fort Beauséjour était «mal situé et déficient à de nombreux égards». Même si ses canons couvraient tous les points et étaient concentrés sur la pente ascendante, de son côté vulnérable, les défenses du fort, si elles étaient mises à l'épreuve, ne résisteraient pas au tir de l'artillerie ennemie disposée sur cette hauteur (connue dans la région sous le nom de Butte-à-Charles). Il est difficile de comprendre pourquoi les Français n'occupèrent pas cette position qu'un ennemi utiliserait à coup sûr à son avantage en cas de siège.

De l'autre côté de l'isthme, sur la baie Verte, le fort Gaspereau ne méritait même pas le nom de fort. C'était tout juste une enceinte carrée munie d'une palissade et située en terrain plat à l'embouchure d'un petit cours d'eau. Des tours en bois occupaient les quatre coins et il était défendu par quatre canons de petit calibre. Il y avait un semblant de fossé et de contrescarpe tout autour, mais le poste restait néanmoins incomplet et parfaitement indéfendable. Il était jouté par un magasin non étanche où pouvaient être rangées des provisions et des munitions, une petite poudrière, une boulangerie et des quartiers tout juste convenables pour le commandant et les officiers. Les autres militaires logeaient dans les tours.

Il y avait également plusieurs postes près du fort Beauséjour. Le plus important, considérant la présence britannique au fort Lawrence, de l'autre côté de la Missaguash, était la petite redoute à parapet qui se dressait sur une hauteur surplombant le Pont-à-Buot (au-dessous de l'actuelle localité de Point-de-Bute, N.-B.), à cinq kilomètres en amont des deux forts. La raison d'être de cet ouvrage défensif était d'empêcher qu'un ennemi traverse à l'endroit guéable le plus proche et de protéger les communications entre le fort Beauséjour et la baie Verte. Il y avait déjà eu un pont à cet endroit (d'où son nom), mais les Français l'avaient enlevé après que les Britanniques eurent construit fort Lawrence. De forme triangulaire, cette redoute n'avait aucune capacité de flanquement, et elle était construite de pieux mal assurés et mal espacés, étayés par de la terre. Jacau de Fiedmont, ingénieur à fort Beauséjour, l'appelait la «pitoyable petite redoute». Elle abritait normalement une garde composée d'un officier et de 15 hommes. Pour l'attaquant, c'était un excellent endroit pour établir une tête de pont, mais on ne pouvait s'en approcher, du côté britannique, qu'en marchant à travers le marais ouvert, sans le bénéfice d'un quelconque couvert. Les Français bénéficiaient de l'avantage supplémentaire du couvert que leur offrait la digue, de leur côté de la rivière, où ils pouvaient poster des forces considérables. À une certaine distance en aval de Pont-à-Buot, à un peu plus d'un kilomètre à l'est du fort principal, se trouvait le poste d'observation de la Butte-à-Roger, face au fort Lawrence.

Malgré cela, et bien que, au printemps 1755, il restât beaucoup de travail à faire pour consolider ses défenses, le fort Beauséjour aurait dû pouvoir soutenir tant une attaque surprise qu'un siège d'une certaine durée. Depuis son arrivée à Chignectou, c'est au lieutenant Louis-Thomas Jacau de Fiedmont, un officier d'artillerie, qu'il incombait de compléter les ouvrages défensifs du fort. Or, tandis que les Britanniques se préparaient à assiéger la place,

Vergor, l'inefficace commandant du fort, ordonna à Fiedmont de planifier et de mettre en oeuvre sa défense également. Fils d'un maître canonnier français et d'une mère acadienne, le lieutenant d'artillerie de 32 ans ne s'estimait, de son propre aveu, pas compétent pour accomplir la tâche, mais son sens du devoir lui fit accepter vaillamment la mission.

Les Français savaient depuis le début que les Britanniques tenteraient tôt ou tard de les chasser des terres frontalières de Chignectou. Aussi les travaux d'amélioration de la capacité défensive du fort se poursuivaient-ils en permanence. La main-d'oeuvre était fournie par les réfugiés acadiens venus du district. Le périmètre extérieur des remparts fut renforcé par une épaisseur supplémentaire de gazonnement maintenu en place par une rangée de pieux pointus destinés à interdire l'escalade. Un redan de terre en forme de demi-lune abritait l'entrée du fort face à la Butte-à-Charles. À l'intérieur, des plates-formes à canons supplémentaires avaient été aménagées sur les remparts et une casemate supplémentaire avait été construite, casemate qui comportait un double toit fait de grosses pièces d'épinette équarries surmontées de six ou sept pieds de terre battue pour protéger la poudre à canon en cas de feu ou de siège et pour offrir d'abri. À l'extérieur des murs, on avait commencé à aménager un fossé, mais il n'y avait ni contrescarpe, ni palissade, ni chemin couvert, ni glacis.

Ce travail de renforcement du fort Beauséjour ne se poursuivait de façon expéditive que depuis peu de temps lorsque le commandant en place reçut des nouvelles rassurantes au sujet des intentions des Britanniques. Il semble qu'il ait alors congédié les travailleurs acadiens, lesquels se seraient dès lors révélés très difficiles à réembaucher. Entre-temps, l'abbé Le Loutre avait réquisitionné leurs services pour qu'ils travaillent à la construction de la grande digue de Tantramar, pour mettre les terres marécageuses à la disposition de la population de réfugiés venus du côté de la Nouvelle-Écosse, qui en avait désespérément besoin. Jusqu'à l'été 1754, les renseignements qui parvenaient au gouverneur Lawrence lui donnaient à penser que les Français travaillaient chaque jour à la consolidation de leurs défenses, mais les propos de témoins français tendent à contredire cette perception.

Le fort Beauséjour ne devait recevoir qu'une petite garnison et servir de refuge en cas d'attaque soudaine. En juin 1755, il y avait environ 150 soldats des *Compagnies franches de la Marine*, troupes régulières des colonies de la Nouvelle-France, cantonnés à cet endroit. De plus, une milice de 500 à 600 Acadiens du district pouvait en théorie être rassemblée. Malgré la capacité limitée du fort, plusieurs maisons à ossature de bois occupaient l'intérieur de son enceinte, de sorte que l'espace était trop restreint ou congestionné pour permettre les manoeuvres militaires normales ou même simplement loger convenablement les hommes nécessaires à sa défense.

Le capitaine Louis Du Pont Duchambon de Vergor commandait le fort Beauséjour depuis l'été 1754. En 1755, il avait 41 ans et il venait d'une importante famille de la classe des officiers de l'île Royale dont les membres continuaient d'accumuler les richesses que leur procurait une entreprise commerciale dans la région de l'Acadie. C'est le père de Vergor qui, gouverneur intérimaire de Louisbourg une dizaine d'années auparavant, avait ordonné la reddition de la forteresse à des forces combinées anglo-américaines.

Vergor lui-même était totalement inapte au commandement militaire. Il devait sa nomination aux relations de sa famille et, si l'on en croit Thomas Pichon, à ses affinités morales avec l'intendant corrompu de la Nouvelle-France, François Bigot, dont il avait fait la connaissance à Louisbourg. Il semble indéniable que la cupidité ait été à la base de l'intérêt de Vergor pour le commandement de Beauséjour. Il y laissa libre cours en monopolisant le commerce local de vin et de spiritueux, de denrées alimentaires et de bois à brûler.

Vergor avait, certes, fait preuve de courage au feu auparavant et il devait encore être blessé pour son roi sur le champ de bataille, mais il est difficile d'imaginer commandant plus inepte dans la situation qui se nouait dans la région acadienne à l'hiver et au printemps 1755. Courville, son secrétaire, le considérait à tous égards incapable; Pichon le disait stupide (il pouvait à peine signer son nom); et Madame Bégon, fine observatrice des moeurs coloniales de

Montréal, voyait en lui l'homme le plus dénué d'esprit qu'elle eût jamais rencontré, encore, nota-t-elle, qu'il était finaud. Ces opinions confirmaient celles de ses supérieurs. Une note en marge d'un rapport d'évaluation officiel daté de 1761 qualifiait Vergor de «médiocre à tous égards».

Au moment où il apprenait l'arrivée de l'ennemi, Fiedmont n'avait eu le temps d'improviser que les mesures défensives les plus urgentes au fort Beauséjour. Sa principale préoccupation était de renforcer le rempart là où l'on attendait l'attaque, du côté faisant face à la Butte-à-Charles, où les assaillants chercheraient sans aucun doute à mettre leurs pièces en batterie. C'est sur ce front qu'il disposa le gros de son artillerie. Sa stratégie consistait à retarder l'avance de l'ennemi suffisamment longtemps pour assurer la défense française, de tenir jusqu'à ce que de l'aide arrive d'ailleurs, de Louisbourg ou des Malécites de Germain, sur la Saint-Jean.

Dès le début, les quelque 200 miliciens acadiens du corps armé de Fiedmont travaillèrent dans le fort dans un état de panique grandissante. Ils n'acceptaient de servir que dans la mesure où on leur en donnait l'ordre sous peine d'être accusés de désobéissance et d'encourir un châtement, par peur de compromettre leur neutralité s'ils étaient pris par les Britanniques, les armes à la main. Vergor accéda à la requête des Acadiens, mais ceux-ci continuèrent néanmoins de résister aux tentatives de Fiedmont pour les faire rester à l'intérieur du fort et travailler. Pour beaucoup de ceux qui se trouvaient au fort Beauséjour, y compris plusieurs officiers, ce n'était qu'une question de temps avant qu'ils ne soient forcés de se rendre.

Les Britanniques assiègent le fort

Les forces de Monckton poursuivirent leur débarquement, le 3 juin, sans opposition mais sous l'oeil attentif des Français. Ceux-ci envoyèrent un petit détachement observer les opérations à l'île de La Vallière, une butte boisée située au centre du marais entre les forts rivaux. Pichon nota que les envahisseurs firent des exercices et des pratiques de tir à la cible ce jour-là. À l'aube, le matin du 4, un mercredi, Monckton rassembla ses troupes en ordre de bataille au fort Lawrence. À 7 heures, ils commencèrent à avancer le long de la crête du fort Lawrence en direction nord-est, vers le lieu de franchissement situé à Pont-à-Buot, à quelque sept ou huit kilomètres en amont. Un détachement de provinciaux de la Nouvelle-Angleterre, faisant office d'éclaireurs, fouillait les bois devant le gros de la troupe. Venaient ensuite, sous le commandement personnel de Monckton, les réguliers britanniques, au nombre de 300, provenant des garnisons de Halifax et du fort Lawrence, puis l'artillerie du capitaine Broome, composée de six pièces de campagne de 6 en cuivre. Le reste des provinciaux suivait, d'abord le 2^e Bataillon du lieutenant-colonel George Scott, puis le 1^{er} Bataillon placé sous les ordres du lieutenant-colonel Winslow, qui fermait la marche.

Le chemin menant à Pont-à-Buot suivait la crête sur une certaine distance avant de descendre sur la gauche et, quittant le bois des hauteurs, déboucher sur le vaste marais s'étendant sur la rive gauche de la Missaguash. À cet endroit, le sentier tournait à droite, serpentant en diagonale à travers le marais et parallèlement à la rivière sur une distance d'environ trois kilomètres avant d'arriver au lieu de franchissement. L'avance était difficile pour les hommes de Monckton qui marchaient péniblement en colonne (colonne dont Fiedmont estimait la longueur à à peine moins de trois kilomètres) à trois de front le long du vaste marais, portant leur impedimenta et transportant à bras leurs pièces de campagne pour franchir les zones inondées et les nombreux cours d'eau. (Comme les Acadiens avaient été forcés de trouver refuge du côté continental de la Missaguash et comme ils ne pouvaient, par conséquent, plus entretenir leurs digues, celles-ci étaient enfoncées en de nombreux endroits.) Tandis qu'ils poursuivaient leur avance sinueuse, les unités britanniques pouvaient voir des centaines de personnes courant dans tous les sens derrière la digue, de l'autre côté, et au parapet, plus loin, en train de se préparer au combat. Vers le milieu de la journée, les Français avaient assemblé à Pont-à-Buot, sous le commandement de l'enseigne Barrallon, un détachement composé de quelque 300 Micmacs et Acadiens ainsi que de réguliers des Compagnies franches.

Tout à coup, alors que Monckton ordonnait à son avant-garde de se préparer à traverser la rivière à gué, les Micmacs poussèrent «leurs cris hideux» et coururent vers la rivière pour en empêcher le franchissement. Ils soumièrent ensuite les envahisseurs au tir nourri de leurs mousquets puis ils furent relayés par le tir bas des canons à pivot disposés derrière les murs du poste de garde en bois, au parapet. Un moment désarçonnés par cet accueil, les Britanniques se remirent vite de leur surprise et, comme l'écrivit Monckton, «ils se comportèrent bien». En quelques minutes, le capitaine Broome avait mis ses pièces de 6 livres en batterie et Monckton lui ordonna de faire feu en direction du poste de garde pour réduire les canons sur pivot au silence. Si l'on en croit le capitaine Abijah Willard, du bataillon de Scott, les canons «firent merveille» et eurent pour effet de disperser rapidement les Français. Monckton attribua la victoire aux réguliers, qui étaient en première ligne et qui avaient essuyé le plus fort du tir. De toute façon, il était toujours disposé à reconnaître les mérites de ceux-ci, de préférence aux efforts des soldats amateurs de la Nouvelle-Angleterre. Il prétendit que c'était l'artillerie pilonnant à la fois le poste de garde et le parapet qui avait fait céder les Français. Toutefois, le capitaine Willard nous rappelle qu'un détachement d'hommes de Scott, qui avait reçu l'ordre au même moment de faire mouvement sur la digue du côté britannique de la rivière, contribua également à faire retraiter les Français.

Entre-temps, Vergor avait donné à Barrallon l'ordre de brûler le poste et de retraiter en direction du fort principal. Après avoir rasé leurs bâtiments, les Français se replièrent sur le talus dominant le franchissement et effectuèrent un semblant de regroupement à la lisière des bois. Les forces de Monckton avaient maintenant les coudées franches pour jeter un pont de fortune sur la rivière et franchir cette dernière sans être ralenties. Les combats à Pont-à-Buot durèrent une heure, de midi environ à 13 heures. On compta trois morts, dont un sergent des réguliers, et une douzaine de blessés du côté des Britanniques. Les pertes françaises s'établirent, semble-t-il, à un mort et deux blessés chez les colons.

Fiedmont, qui observait l'engagement à distance, jugeait sévèrement la timidité avec laquelle les Français défendaient le gué. Il prétendait que leurs canons étaient inefficaces et mal servis et que les Micmacs et les Acadiens avaient été trop prompts à abandonner la position, laissant dans le retranchement à peine quelques réguliers des Compagnies franches, qui tinrent jusqu'à ce que eux non plus n'aient d'autre choix que de se retirer. John Thomas confirma ce témoignage : «...la chose la plus remarquable que j'aie jamais vue, essayer un tel tir de leur part sans rien pour nous mettre à couvert et avoir si peu de morts et de blessés». Thomas observa plus tard que les Français, de leur position sur les hauteurs des digues, avaient tendance à tirer au-dessus de la tête des Britanniques, qui se trouvaient plus bas, au niveau du marais.

Après le retrait des Français de Pont-à-Buot, Monckton fit traverser la Missaguash à ses troupes, réguliers en tête et avançant sans opposition, et se lança à la poursuite des Français. Ces derniers, pendant ce temps, poursuivaient leur retraite par le chemin de la baie Verte en direction du fort Beauséjour. L'avance de Monckton était prudente, méthodique et professionnelle. Après une halte de deux heures à la lisière de la forêt pour permettre aux hommes de se reposer et pour panser les blessés, il reprit la marche vers 16 heures, prenant à gauche sur les talons des Français. Lorsque ses troupes parvinrent à un endroit appelé Butte-à-Mirande (actuellement Mount Whatley, au N.-B.), à l'abri des creux et des rochers du terrain, Monckton fit halte. Ses hommes hissèrent le drapeau britannique et s'installèrent pour passer leur deuxième nuit à terre.

Lorsque les tâches de la journée furent achevées en cette soirée du 4 juin, les Britanniques se trouvaient à environ deux kilomètres et demi de leur objectif, si près du fort, en fait, que le capitaine Willard exprima sa surprise que «les Français ne fassent aucune tentative contre nous». Monckton avait réussi à couper les communications entre le fort Beauséjour et baie Verte, et donc avec Louisbourg et Québec. Il semblait alors à tous ceux qui étaient concernés qu'il ne restait plus aux Britanniques qu'à occuper les hauteurs qui commandaient le fort et qu'à mettre en oeuvre leurs ouvrages de siège pour sceller le sort du fort Beauséjour.

Au fort, Vergor, devant la rapidité de cette avance, donna des ordres pour que l'on recueille des provisions dans les environs, entre autres du bétail et des matériaux -- troncs et pieux pour les palissades et broussailles pour les fascines -- nécessaires au renforcement des fortifications. Il fallait, pour ce faire, compter davantage sur les habitants acadiens de la région que sur les troupes de la garnison et les Acadiens agirent sans grand enthousiasme, préoccupés qu'ils étaient par leur propre sécurité et celle de leurs familles. Aussi, peu nombreux étaient ceux à qui l'on pouvait se fier, tant parmi les Acadiens établis de longue date du côté continental de la Missaguash que parmi les réfugiés arrivés de fraîche date du côté néo-écossais. Fiedmont eut donc bien de la peine à amener ceux qui étaient à son service à s'acquitter de la tâche.

Les Indiens, qui, plus tôt, avaient fui avec les autres le lieu des combats à Pont-à-Buot, campaient maintenant près du fort. Dans la soirée du 4 juin, Boucherville, jeune élève officier né au Canada, conduisit un détachement de 60 Acadiens pour harceler le campement des Britanniques. Mais une fois loin du fort et de l'autorité qu'il représentait, les hommes de Boucherville l'abandonnèrent rapidement pour rejoindre leurs familles, le forçant à revenir au fort seul et les mains vides. Ils n'étaient pas disposés, lui firent-ils savoir, à courir le risque d'être pendus, sort que les autorités britanniques avaient promis de leur réserver s'ils étaient pris les armes à la main aux côtés des Français. Le jour suivant, il ne restait pas plus de 220 Acadiens au fort Beauséjour.

Le 5 juin, Monckton fit une évaluation de l'ensemble de la situation et commença à prendre ses dispositions en vue du siège. Il rapprocha son camp du fort sur une distance de 250 à 300 mètres, juste au-delà de la portée des canons français. Son camp s'étendait de la limite des terres dominant le marais sur sa gauche jusqu'à la route reliant le fort à la baie Verte, sur sa droite. Le commandant britannique disposa ses forces ainsi : l'artillerie et l'infanterie régulière sur la gauche, le bataillon du colonel Scott au centre et celui du colonel Winslow sur la droite. La gauche de sa ligne était donc adjacente au point où la rivière Missaguash se resserre brusquement au point de départ de la navigation. Monckton ordonna de construire à cet endroit un pont plus utilisable pour établir un lien de communication efficace avec le fort Lawrence. C'était également l'endroit désigné pour débarquer l'armement et les provisions de l'expédition : juste en aval du nouveau pont, la rivière faisait un angle en direction du côté français ce qui permettait aux Britanniques, abrités derrière la digue du côté du fort Lawrence, de faire feu suivant un axe longitudinal le long de la rive opposée. Monckton établit à cet endroit une batterie destinée à couvrir les opérations d'approvisionnement. Grâce à ce judicieux dispositif, les Britanniques étaient maintenant fermement établis sur le terrain qu'ils avaient choisi et, de leur campement sur la Butte-à-Mirande, ils pouvaient contrôler toute la région avoisinante ou s'y éparpiller sans que rien ne puisse les en empêcher. Les Français, de leur côté, se voyaient forcés de restreindre considérablement leurs mouvements, surtout le jour.

L'activité battait néanmoins son plein à l'intérieur du fort Beauséjour, tandis que les Français poursuivaient leurs travaux défensifs. Toutes les maisons et les granges de même que l'église paroissiale qui se dressaient entre le fort et le campement britannique furent livrées aux flammes et les bâtiments se trouvant à l'intérieur du fort lui-même furent soit démolis, soit débarrassés de leurs toits. (Plus tôt, le lieutenant-gouverneur Lawrence avait correctement jaugé la situation à l'intérieur du fort lorsqu'il déclara que, avec la congestion que causaient les bâtiments, «deux coups de mortier y allumeraient un feu qui leur chaufferait les oreilles en une demi-heure».) Par la suite, ceux qui vivaient à l'intérieur du fort furent forcés de dormir au-dessous des remparts, dans les casemates humides, dont le contenu -- essentiellement des caisses de denrées alimentaires-- avait été déménagé sur les remparts et dans les bastions pour faire de la place pour les gens.

Il restait maintenant aux Britanniques à faire venir leurs provisions et leurs munitions des navires de transport qui mouillaient à l'ancre à l'entrée de Beaubassin et à établir leurs ouvrages de siège. Monckton ordonna au premier navire de remonter la Missaguash à marée haute le 6 juin. Devant cette manoeuvre, un petit groupe d'Acadiens (Pichon estima qu'il y avait de 12 à

15 colons), dirigé par Barrallon et secondé par Boucherville, sortit du fort pour l'intercepter. Sous couvert de la digue, ils tirèrent du mousquet en direction de l'équipage du navire, appuyés par le tir inefficace de l'artillerie du fort. Entre-temps, le capitaine Willard amorça une contre-attaque avec 60 provinciaux et Barrallon fut de nouveau obligé de se replier, avec un mort et plusieurs blessés. Malgré la difficulté que présentait le pilotage de gros navires dans les limites d'un cours d'eau étroit dont les eaux étaient gonflées par de fortes marées, plusieurs des navires de transport atteignirent le lieu de débarquement au nouveau pont ce jour-là. Le matin suivant, le 7 juin, les Français tentèrent de nouveau de rompre la ligne d'approvisionnement des Britanniques, mais ils furent encore tenus en échec. Ensuite, il n'y eut plus d'autres tentatives des Français au lieu de débarquement, les Britanniques étant désormais libres de faire venir leurs navires à marée haute et de les décharger sans être inquiétés.

Les forces de Monckton étaient dorénavant retranchées en sécurité dans un modeste périmètre fortifié sur la Butte-à-Mirande, la ligne d'approvisionnement des Français coupée et la sienne, vers la rivière, assurée. Il lui restait à occuper le terrain sur lequel il allait aménager ses ouvrages de siège. La Butte-à-Charles, dans laquelle même les Français voyaient le meilleur choix possible pour lancer des opérations ennemies contre eux, se trouvait à 900 mètres du fort.

Pendant ce temps, les Français poursuivaient leurs incursions à la faveur de la nuit. Les Acadiens, qui connaissaient bien le pays, aimaient mieux parcourir la campagne de cette manière que d'être forcés de travailler aux fortifications dans les limites étroites du fort. C'est donc à cette tâche que, avec les Micmacs, ils furent le plus souvent affectés, parfois sous le commandement d'un des leurs, parfois sous celui d'un officier de la garnison. Chaque nuit, ces détachements s'approchaient du camp britannique et tiraient des salves nourries en direction des sentinelles, sans guère causer plus de mal que de déranger le sommeil de l'ennemi.

À l'aube du 8 juin, un détachement de Micmacs placé sous le commandement de Joseph Brossard *dit* Beausoleil, le plus hardi des chefs de guérilla acadiens, captura un officier du régiment de Hopson (40^e Régiment à pied), l'enseigne Alexander Hay, alors qu'il se rendait seul du fort Lawrence au campement britannique. Ses ravisseurs le firent déshabiller complètement et l'amènèrent au fort Beauséjour, où les Français le gardèrent en détention. Hay informa ses hôtes qu'ils faisaient face à une force puissante possédant une grande quantité de pièces d'artillerie de différents calibres. Plus tard ce jour-là, l'enseigne Barrallon put confirmer cette information lorsqu'il se rendit au camp britannique sous la protection d'un drapeau blanc pour annoncer la capture de Hay et informer l'état-major britannique que son commandant était extrêmement surpris que le fort français soit soumis à une attaque en temps de «paix profonde». Pendant qu'il attendait la réponse de Monckton, Barrallon fut autorisé à marcher librement dans le camp et il put voir de ses yeux, dans le parc d'artillerie, les canons et les mortiers que l'on apportait des navires en un flot régulier.

Le même jour, Monckton ordonna à ses ingénieurs, John Brewse et le lieutenant Winckworth Tonge, de partir en reconnaissance, sous la protection d'un important détachement dirigé par le colonel Winslow, à la Butte-à-Charles, à un kilomètre et demi sur la droite du camp. Les Français répliquèrent en envoyant un détachement d'irréguliers à l'endroit où ils avaient auparavant rasé l'église et les maisons. Embusqués derrière les cheminées des maisons brûlées, les rochers et les troncs d'arbre, ils ouvrirent un tir nourri en direction des hommes de Winslow, appuyés par le tir inefficace de l'artillerie du fort. Winslow feignit de se replier mais il revint rapidement et il se porta à leur attaque avec tant de vigueur, de relater John Thomas, que les Français furent forcés de livrer un furieux combat d'arrière-garde avant de retraiter dans une certaine confusion vers le fort. À la faveur de cet engagement, Winslow s'était rapproché à moins de 500 mètres du fort Beauséjour. Un prisonnier capturé au cours de la bataille informa ses ravisseurs que les Français n'avaient que 350 hommes en arme -- des réguliers coloniaux et des miliciens acadiens -- à l'intérieur du fort.

Après l'escarmouche du 8 juin, les Britanniques consacrèrent leurs énergies à mettre leur artillerie en batterie avant de passer aux opérations de siège. Pendant que l'on poursuivait le

déchargement des navires de transport, les troupes s'occupaient à tracer une route depuis le lieu de débarquement jusqu'à la Butte-à-Charles et à couper des broussailles pour les fascines. La tâche la plus ardue consistait à préserver des chemins praticables malgré les pluies abondantes, le déplacement proprement dit de l'artillerie et des provisions venant tout de suite après. Comme il n'y avait pas de boeufs en quantité suffisante, les hommes de Monckton devaient assurer eux-mêmes à bras le transport d'une bonne partie du matériel depuis le lieu de débarquement.

Dans le fort, Fiedmont poursuivait ses aménagements défensifs du mieux qu'il le pouvait. Malgré les difficultés qu'il avait à conserver l'assiduité de ses ouvriers, il parvint à faire renforcer la courtine qui faisait face à la ligne ennemie et construire une plate-forme supplémentaire sur le rempart. Il fit également relever les angles saillants des bastions et utilisa des tonneaux remplis de terre battue pour constituer une protection contre le tir d'enfilade. Mais une mauvaise nouvelle parvint au commandant, Vergor : le 10 juin, il reçut une note du missionnaire Germain lui apprenant que ses Malécites ne viendraient pas à sa rescousse parce qu'ils croyaient que le fort tomberait avant que les secours arrivent.

Fiedmont s'étonnait de ce que le commandant britannique, une fois que ses troupes eussent pris pied sur la Butte-à-Charles, laisse autant de temps aux Français pour parfaire leurs préparatifs de défense au lieu d'ordonner immédiatement de prendre les positions d'attaque. Mais Monckton était, par tempérament, enclin à la prudence et chacune des dispositions qu'il prenait était mûrement réfléchi. Le siège serait effectué selon les règles de l'art, avec patience et dans une symétrie ordonnée. Pour le commandant britannique, il était inconcevable de se lancer à l'assaut du fort ennemi avec l'infanterie avant d'avoir rapproché armement et munitions. C'est donc le 12 juin seulement qu'il fut prêt à amorcer le siège proprement dit.

En guise d'entrée en matière, Monckton ordonna à ses mortiers, comme il l'écrivit dans son journal, «d'amuser les Français avec quelques obus, le temps que nos canons, nos boulets et tout le reste soient prêts pour faire entrer en action nos batteries». Il ordonna alors au colonel Scott de s'emparer de la butte avec 400 hommes. Pour faire échec à ces manoeuvres, les Français envoyèrent un détachement composé de 220 réguliers, d'Acadiens et d'Indiens pour harceler les Britanniques depuis l'abri qu'ils avaient utilisé quatre jours auparavant. Monckton observa que, malgré l'avantage que possédaient les Français, la bonne conduite de ses troupes forcèrent finalement ces derniers à réintégrer le fort. Fiedmont lui-même admit que les Britanniques avaient fait preuve d'une meilleure tenue dans leur attente des attaquants que les Français dans leur attaque. Les Micmacs, souligna-t-il avec abattement, donnèrent «de nouvelles preuves de leur lâcheté : ils ne tirèrent pas un seul coup de feu avant de se trouver trois fois hors de portée». Chez les Britanniques, il y eut un mort et six blessés, dont le lieutenant Tonge, qui faisait office d'ingénieur. Il fut atteint à la cuisse pendant qu'il faisait un relevé du terrain pour l'aménagement des tranchées et la mise en place des batteries. Du côté des Français, le capitaine de Bailleul s'avança un peu trop et reçut une balle dans l'aîne pour s'être «malencontreusement laissé influencer indûment par son courage». Willard, chez les provinciaux, signala que l'escarmouche avait duré environ 90 minutes.

Pendant ce temps, 200 autres hommes munis d'outils de retranchement suivirent Scott jusqu'à la Butte-à-Charles pour commencer le creusage de la première tranchée parallèle après le coucher du soleil. Travaillant toute la nuit du 12 au 13 juin, les Britanniques réussirent à se retrancher tandis que les Français tiraient des obus de mortier là où ils croyaient que les Britanniques s'activaient. Au matin du 13, la lumière du jour rendant dorénavant la tranchée britannique visible, les canons du fort firent feu sur l'ennemi qui continuait de travailler, et sur les allées et venues sur la route reliant la ligne de tranchée et le campement, plus à droite. Le tir força les Britanniques à abandonner temporairement leur tranchée et à disposer leur propre batterie de mortier parmi les broussailles plus à droite. Ils récupérèrent donc rapidement et lancèrent leurs premiers obus de mortier -- 50 bombes lancées par leurs *Royals* (c'est-à-dire des mortiers de cuivre de 5½ pouces) en direction du fort. Les résultats furent plutôt minces, toutefois, la portée étant trop longue. Quoi qu'il en soit, ce tir marqua l'investissement

proprement dit du fort Beauséjour par les Britanniques. Le capitaine Willard était d'avis, pour sa part, que les Royals de Monckton avaient grandement surpris les Français.

Le bombardement du 13 juin contrecarra les efforts de Fiedmont pour terminer les défenses, car la plupart de ses hommes abandonnèrent en toute hâte les travaux pour échapper à la canonnade. Les Acadiens affectés au service de l'artillerie s'y refusaient désormais, sauf 20 ou 25 d'entre eux qui continuèrent de travailler sans interruption. Ils parvinrent à bloquer l'entrée du fort et à renforcer la courtine adjacente. La tâche put être accomplie grâce à la hardiesse de l'officier des Compagnie franches Montegron de Langy, qui accepta de partager la supervision des travaux et que Fiedmont qualifia d'«officier extraordinairement brave».

Ce soir-là, les Français effectuèrent leurs sorties habituelles après le coucher du soleil et, bien qu'ils ne firent aucun gain, ils gardèrent les Britanniques en état d'alerte toute la nuit. Comme la nuit précédente, l'artillerie française fit feu le long de la ligne de tranchée, mais les Britanniques poursuivirent néanmoins patiemment leur avance systématique en creusant une tranchée en «zigzag» sur 80 mètres vers l'avant, en prévision du creusage de leur deuxième tranchée parallèle.

Le jour suivant, le 14 juin, il plut si fort que les Britanniques ne firent guère de progrès. Malgré tout, les deux côtés échangèrent un tir nourri toute la journée, les Britanniques faisant tonner deux de leurs mortiers de huit pouces (qui avaient une portée de plus de 1 500 mètres), et cinq de leurs *Royals*. Toutefois, Winslow, qui assurait le commandement dans les tranchées, retira les *Royals*, qui n'avaient «aucune utilité autre que de nous amuser». De leur côté, les Français ripostèrent en tirant de 130 à 150 coups de leurs seuls canons. Winslow signala que les défenseurs ajustaient bien leurs canons «et nous enterrèrent presque dans les tranchées, mais ne blessèrent personne». Les seuls dommages mentionnés sont ceux causés par un boulet de canon qui mit un mortier britannique hors d'état de fonctionner. Les Britanniques cessèrent de tirer à la nuit tombée, mais les Français continuèrent de lancer bombes et explosifs sur la ligne de tranchée pendant toute la nuit.

Vers 22 heures, Vergor reçut la dépêche de Drucourt, à Louisbourg, qu'il attendait impatiemment. Le gouverneur de l'île Royale lui faisait savoir qu'il était incapable de lui apporter quelque aide que ce soit. Cette nouvelle eut un effet dévastateur sur le moral des Français. Abattu, Vergor convoqua ses officiers et réclama leurs conseils. Courville prétend qu'ils le pressèrent de tenir le fort aussi longtemps que possible et de tenir soigneusement les Acadiens dans l'ignorance du message de Drucourt, car ils perdraient tout courage, eux que le commandant avait trompé en leur donnant l'assurance que des secours s'en venaient. Mais rien ne pouvait rester secret dans les murs du fort Beauséjour. Courville imputa l'indiscrétion à certains des officiers et à l'imprudence de Vergor, qui avait laissé son serviteur rester présent pendant les délibérations. Comme il fallait s'y attendre, la nouvelle démoralisa complètement les Acadiens et pas moins de 80 d'entre eux disparurent du fort cette nuit-là.

Malgré la pluie persistante, les Britanniques continuèrent bravement leurs travaux de retranchement pendant la nuit du 14 au 15 juin. Mais la furie du tir français, qui était concentré à l'avant de leur tranchée en zigzag, les fit bientôt reculer. Entre-temps, les Britanniques avaient fait venir leur mortier de 13 pouces, qui était en place et prêt à tirer le jour suivant. Vers midi, le dimanche 15 juin, il commença son oeuvre impressionnante contre le fort. Les canons français se mirent à la recherche de la batterie invisible, dissimulée qu'elle était avec les autres mortiers parmi les broussailles à la droite de la tranchée britannique. Mais un obus s'abattit bientôt à l'intérieur du fort, tuant un Acadien et endommageant gravement la caserne, seul bâtiment encore debout. À ce moment-là, d'autres Acadiens informèrent Vergor qu'ils ne pourraient plus rester dans des fortifications si faibles et le supplièrent de les autoriser à rentrer dans leurs familles, ce que, naturellement, le commandant n'avait aucun pouvoir d'empêcher.

À l'aube du 16 juin, les Français reprirent le tir, de façon «très nourrie» si l'on en croit Monckton, et forcèrent les Britanniques à évacuer le retranchement pour un temps. Au milieu de la matinée, un deuxième obus lancé par le mortier de 13 pouces fit mouche. Cette fois, l'obus

traversa le toit de la casemate se trouvant à la gauche de l'entrée du fort, détruisant la courtine adjacente sur son passage. L'enseigne Hay, le prisonnier britannique, et quatre autres personnes furent tués et plusieurs autres furent blessés. Ce coup accentua le désordre qui régnait dans le fort, au point que les quelques Acadiens qui étaient restés se rendirent ensemble auprès du commandant, menacèrent de se mutiner et exigèrent qu'il capitule. Vergor convoqua immédiatement ses officiers pour discuter de la situation. La garnison venait de perdre sa casemate la plus robuste - supposément à l'épreuve des bombes - sous le tir d'un mortier de gros calibre; elle se demandait maintenant, non sans raison, à quel point était sûre celle où se trouvait la poudre. C'était là leur souci le plus urgent et, d'après Courville, la peur et l'inexpérience amenèrent nombre d'officiers à exprimer l'avis que Vergor devait se rendre. Selon l'opinion dominante la garnison était trop faible pour faire face à une mutinerie des Acadiens et des autres, dans un fort incapable de résistance, alors qu'il ne restait plus aucun espoir que de l'aide arrive d'ailleurs. Le bouillant Le Loutre soutenait pour sa part avec véhémence qu'il valait cent fois mieux être enterrés dans le fort que de se rendre. Plus tard, il rapporterait à son supérieur en France que ni les Acadiens ni les Micmacs n'avaient agi avec honneur à Chignectou. Malgré les exhortations du missionnaire, le conseil conclut que Vergor devait au moins tenter de sauver la garnison. Si l'on en croit Fiedmont, le commandant découragé était, en l'occurrence, plus que désireux de sacrifier un peu de sa gloire personnelle à la tranquillité et au bonheur des personnes à sa charge.

Reddition

Déchiré, Vergor, vers 10 heures le matin du 16 juin, envoya le lieutenant principal de la garnison, son cousin Duvivier de Vannes, vers les lignes britanniques, un drapeau blanc à la main, afin de demander une cessation des hostilités de 48 heures au cours de laquelle on pourrait négocier une capitulation. Courville nous dit que la demande des Français prit le commandant britannique par surprise, car tout ce qu'il avait fait jusque-là, c'était d'envoyer quelques obus en direction du fort. Les assiégeants, dont la vue sur l'intérieur du fort était obstruée par les remparts, ignoraient l'étendue des dommages causés par l'explosion de l'obus de 90 kilos lancé par le mortier de 13 pouces. Courville poursuit en disant que, bien que Monckton fût bien au courant de la qualité des gens auxquels il avait affaire (grâce à l'envoyé qui s'était présenté à lui), il condescendit néanmoins à donner jusqu'à deux heures (14 h) à Vergor pour lui faire part de ses propositions. Vannes revint au fort vers le milieu de la journée.

Les conditions suggérées par le conseil de guerre français (et rédigées par Courville) voulaient que la garnison quitte le fort en ordre de marche et en tenue de combat, tambours battant et fusées allumées, le commandant en tête suivi de son artillerie, les réguliers des Compagnies franches portant armes et bagages. Ils demandaient du temps pour se rendre à la baie Verte munis de provisions suffisantes ainsi que de grandes quantités de denrées alimentaires puisées à même les provisions de la garnison (sans doute pour que Vergor et ses copains puissent continuer de se livrer à leurs activités mercantiles) d'où ils s'embarqueraient à bord d'un navire français pour se rendre à la destination de leur choix. Les Acadiens de la région insistaient pour que Vergor exige qu'ils ne soient pas pénalisés pour avoir pris les armes contre la Couronne britannique, ce que les Français les avaient forcés à faire.

Monckton, naturellement, tenait le gros bout du bâton et il répondit immédiatement avec ses propres correctifs. Les Français seraient autorisés à quitter le fort en ordre de marche avec armes et bagages, tambours battant, et à se rendre par navire, lorsque cela serait possible, à Louisbourg aux frais des Britanniques. Ils ne devraient plus porter les armes en Amérique pour une période de six mois. Quant aux Acadiens, Monckton accéda à leur requête, «dans la mesure où ils avaient été forcés de prendre les armes sous peine de mort». Il donna aux Français jusqu'à 7 heures ce soir-là pour se rendre, mais Vergor renvoya Vannes pour demander une prolongation du délai afin de pouvoir conférer avec ses officiers. Il semble que Monckton ne daigna même pas

lire la note de Vergor mais fit plutôt escorter Vannes jusqu'aux tranchées pour contempler les batteries et imaginer ce qui se passerait quand l'ordre de reprendre le tir serait donné à 7 heures, si les Français refusaient de se rendre.

Au retour de Vannes (qui, rapporte Courville, avait manqué de tact au point de s'enivrer pendant sa mission), le conseil de Vergor se réunit en hâte pour examiner la dernière rebuffade de Monckton. Considérant l'impossibilité de recevoir de l'aide, la faiblesse de la garnison et l'insécurité des casemates, le conseil décida à l'unanimité d'accepter les conditions de Monckton et de capituler. Les commandants échangèrent dûment les articles, Monckton faisant suivre sa signature de la mention «cantonné devant Beauséjour». La reddition eut lieu au crépuscule et le commandant britannique envoya ses réguliers et environ la moitié des provinciaux se poster sur les remparts du fort. Courville, qui qualifia les événements des jours précédents de «siège de velours», conclut que jamais place fortifiée n'avait été aussi mal défendue.

Dans le fort, en dehors des bâtiments que les Français avaient démolis, les dommages causés par le bombardement britannique étaient étendus, rapporta le colonel Winslow. Les Français avaient empilé les provisions en plein air et, durant le cessez-le-feu, leurs officiers, sous l'effet de l'alcool, se livrèrent à un saccage en règle qui se poursuivit toute la nuit sous les yeux incrédules des vainqueurs. Les Britanniques ne purent persuader même le gardien des provisions de procéder à l'habituel inventaire de transfert de la responsabilité des munitions, des marchandises et des provisions laissées par les Français. Il craignait, non sans raison, que les pertes attribuables au saccage, même s'il était effectué sous les yeux de Vergor (qui donnait l'exemple), lui fussent imputées.

La garnison française sortit du fort Beauséjour en ordre de marche entre 10 et 11 heures le matin du 17 juin et elle se prépara sans délai à embarquer à bord des navires de transport. Les réguliers britanniques restèrent pour occuper le fort, appuyés par un détachement de 50 hommes de la Nouvelle-Angleterre, tandis que le reste des provinciaux restaient au campement de Butte-à-Mirande. Pendant ce temps, Monckton envoyait une dépêche au capitaine Benjamin Rouer de Villeray pour le sommer d'ordonner la capitulation de fort Gaspereau. L'officier britannique lui offrit les mêmes conditions qu'à Vergor, pourvu qu'il se rende immédiatement. Villeray, qui était, au dire de Courville, un brave homme avec un fort faible et des hommes en quantité insuffisante, n'avait d'autre choix que d'accepter. Il envoya à Monckton les clés du fort en gage de bonne foi, tandis qu'il distribuait l'essentiel des provisions qui restaient dans son magasin aux Indiens et aux Acadiens de la région. Le matin suivant, le 18 juin, le colonel Winslow arriva à la tête d'un important détachement pour prendre possession de Gaspereau et il confirma que le fort était «mal construit et dans un ordre pitoyable». Le 19, vers 9 heures du soir, Villeray et son détachement -- composé de deux subalternes (ses fils) et d'une trentaine d'hommes de troupe -- se rendirent par petits groupes au fort Beauséjour.

Ayant atteint son but, Monckton ne mit guère de temps à abandonner les ouvrages de siège dont il n'avait plus besoin à Butte-à-Charles. Les troupes quittèrent les lieux dans la soirée du 17 et, le lendemain matin, le commandant britannique détacha 200 hommes de la Nouvelle-Angleterre pour combler les tranchées. Au total, les pertes qu'avaient subies les Français au cours de la campagne de deux semaines étaient incroyablement légères : un officier et un soldat, deux fonctionnaires civils, un chef indien et trois Acadiens tués, trois officiers, deux hommes de troupe et deux Acadiens blessés. Lawrence signala à Sir Thomas Robinson que les Britanniques n'avaient eu «pas plus de vingt tués et autant de blessés». Dès le 20 juin, les garnisons des deux forts étaient à bord de leurs navires respectifs dans l'attente de la marée et d'un vent favorable pour faire voile vers Louisbourg. Après leur arrivée à Louisbourg on les envoya à Québec, siège du gouvernement dont ils dépendaient.

La réaction des Français à la capitulation des forts de Chignectou fut négative et marquée par l'incrédulité. Un officier de la garnison de Louisbourg, Joubert, écrivit :

Sept bombes... forcèrent M. de Vergor à capituler sans attendre l'honneur d'une attaque. Si M. de Vergor avait raisonné en soldat, et si son fort n'avait pas été en état de se défendre, il l'aurait brûlé et il se serait retiré, ce qu'il aurait pu faire très facilement... Ce fort, si mauvais fût-il, aurait pu tenir un certain temps.

Épilogue

Après la reddition des Français, le colonel Robert Monckton se mit sans tarder à régler les nombreuses responsabilités que son succès lui avait attirées. Le fort Beauséjour fut rapidement rebaptisé fort Cumberland et, sur ordre du gouverneur Lawrence, Monckton rasa le fort Gaspereau. Après avoir veillé à l'embarquement des garnisons françaises, il fit appel à de la main-d'oeuvre acadienne pour nettoyer le fort, fit venir le reste des provisions depuis le lieu de débarquement sur la Missaguash et déménagea son matériel de guerre des tranchées abandonnées de la Butte-à-Charles aux remparts du fort. Le dimanche 22 juin, anniversaire de l'accession au trône du Roi George II, le commandant britannique ordonna de tirer une salve de 21 coups de canon à laquelle les navires à l'ancre dans le bassin répondirent. Le jour suivant, il dépêcha le capitaine Rous, commandant les trois frégates et le sloop néo-écossais *Vulture*, sur la rivière Saint-Jean afin de faire enquête par suite d'un rapport faisant état de la présence de navires français armés dans la baie de Fundy.

Le 24 juin, Monckton célébra son 29^e anniversaire. La campagne de Chignectou resterait son plus important commandement indépendant en Amérique du Nord. Il dut son succès au déploiement minutieux de ressources supérieures et à leur concentration sur son objectif principal, le fort Beauséjour. Dans son offensive pour le conquérir, Monckton fit preuve de circonspection et de professionnalisme, peut-être à l'excès. Il ne laissa rien au hasard et dès le moment où ses forces atteignirent les hauteurs qui dominaient le fort, il avait brisé le peu de volonté que les Français avaient à se battre.

Les relations de Monckton avec son second, le lieutenant-colonel John Winslow, furent médiocres tout au long de la campagne. Les deux hommes se querellèrent dès le début, à Boston, l'hiver précédent, tandis qu'ils planifiaient la campagne. Lui-même militaire d'expérience, Winslow était indéniablement mécontent de ne pas avoir obtenu le commandement de l'expédition. Il semble que Monckton, pour sa part, ait manqué de tact dans ses rapports avec Winslow. Quoi qu'il en soit, l'autorité du commandant en chef était telle que nulle animosité, si intense fut-elle, n'aurait pu menacer l'expédition et, une fois sur le terrain, Winslow et ses officiers coopérèrent pleinement avec Monckton.

Monckton n'avait pas bonne opinion des officiers de la Nouvelle-Angleterre, bien qu'il reconnût que les hommes fussent bons. Il écrivit dans son journal : «En ce qui concerne les officiers, je n'ai pas grand-chose de bon à dire», sauf en ce qui concerne quatre d'entre eux. L'un était le lieutenant-colonel Scott, lequel, bien qu'il commandât le 2^e Bataillon de provinciaux à Chignectou, était Anglais et capitaine dans l'armée britannique. Monckton loua l'excellence de son service, tant pour sa connaissance des habitants acadiens et des Indiens que pour son activité et sa bonne conduite. Les trois autres qu'il mentionne étaient les majors Prebble, «un bon et brave officier», Frye et Bourne, «également très actifs». En ce qui concerne les autres (il pensait sans doute surtout à Winslow), concluait-il simplement, «je dois garder le silence».

Par ailleurs, Monckton avait une haute opinion des réguliers britanniques. Il mentionna notamment le capitaine Broome et le train d'artillerie, l'ingénieur Brewse et son adjoint, Winckworth Tonge. Ce dernier devait plus tard s'établir en Nouvelle-Écosse et obtenir la concession de l'île de La Vallière (rebaptisée Tonge's Island), au centre du marais de Missaguash, au-dessous de fort Cumberland. Les capitaines Hussey, Hale et Spital eurent également droit aux éloges particuliers de Monckton. Le commandant en chef écrivit que les réguliers «avaient constamment fait preuve de diligence et manifesté un comportement qui leur faisait honneur». En

cela, ils ne se distinguaient pas des militaires de profession dans leur ensemble. Dans son propre compte rendu de la campagne, le gouverneur Lawrence se limita expressément à souligner les efforts de Monckton, John Rous et Brewse, tous des militaires de carrière.

Il n'était, naturellement, pas nécessaire que Duchambon de Vergor, le commandant français, garde ses troupes confinées dans les limites étroites de fort Beauséjour, à attendre que l'ennemi se présente à sa porte. Avec une garnison de 150 hommes et officiers et plusieurs centaines d'Acadiens et de Micmacs à proximité, il aurait pu, s'il avait su faire preuve de hardiesse, faire camper, facilement et sans risque, la majeure partie de sa garnison et tous les ouvriers civils à l'extérieur du fort. Avec de l'intelligence, une certaine maîtrise de l'art de la guerre et de l'agressivité, Vergor aurait pu utiliser le terrain plus efficacement pour harceler l'ennemi sur une période plus longue. Sans doute aurait-il pu empêcher Monckton de traverser la Missaguash à Pont-à-Buot et forcer le commandant britannique à consommer une bonne partie de ses munitions et de ses provisions longtemps avant de pouvoir envisager la tenue du siège proprement dit.

En fin de compte, Monckton a pris l'avantage par défaut. Saisissant toutes les occasions, le commandant britannique traversa la Missaguash avec un minimum de pertes et avança pratiquement sans opposition pour établir une base sûre pour son armée sur les hauteurs et constituer une ligne d'approvisionnement sûre entre lui et ses navires de transport sur la rivière. Alors, et uniquement lorsqu'il fut prêt, il ouvrit sa ligne de tranchée au-dessus du fort français. Ces manoeuvres effectuées par le professionnel prudent qu'était Monckton privèrent graduellement Vergor, qui n'était vraiment pas à la hauteur, de tout avantage sur le terrain et le laissèrent finalement sans autre choix que de se rendre le 16 juin.

À l'île Royale, on croyait que Vergor et Villeray avaient mal défendu les forts de Chignectou et ces derniers furent tous deux traduits en conseil de guerre en septembre 1757 à Québec. Ils furent toutefois acquittés et Vergor resta dans l'armée. Il fit les campagnes du lac Champlain en 1757 et 1758; en 1759, il était de retour à Québec, qu'une force britannique combinée placée sous le commandement du major-général James Wolfe et du vice-amiral Charles Saunders assiégea de juin à septembre. (Il se trouve que Monckton était le brigadier principal de Wolfe à Québec.) La nuit fatidique du 12 au 13 septembre, Vergor assurait le commandement d'un poste de garde sur la falaise surplombant l'anse au Foulon, juste au-dessus de Québec, à l'entrée d'un étroit sentier qui reliait le Saint-Laurent aux Plaines d'Abraham. Courville, qui se trouvait également à Québec à l'époque, affirme, dans le style caustique qui était le sien, que les Français n'auraient pu trouver meilleure façon de contribuer aux desseins de Wolfe. Comme il fallait s'y attendre, avec la mauvaise fortune de Vergor, c'est à cet endroit précis que le commandant britannique, après des semaines d'indécision, choisit finalement de faire débarquer sa petite armée et, en quelques heures, de sceller le destin de toute la Nouvelle-France.

Après son arrivée à Québec le 18 août 1755, l'ingénieur Jacau de Fiedmont acheva son importante relation des événements dans lesquels il avait récemment tenu un rôle de première importance au fort Beauséjour. Dans son compte rendu, il affirmait qu'il avait accepté les fonctions d'ingénieur avec réticence, comme une responsabilité dont il n'avait jamais voulu, «de peur de ne pouvoir m'en occuper assez bien». Fiedmont était réputé pour son intégrité, il était respecté des autres officiers et il eut de bons états de service au cours des campagnes subséquentes jusqu'à la chute de la Nouvelle-France. Quoi qu'il en soit, à l'été 1755, il soupçonnait ses collègues des Compagnies franches (y compris son commandant, Vergor lui-même), de vouloir lui faire porter le blâme pour la capitulation des forts de Chignectou. C'est ce qui l'incita à rédiger son journal du siège, qu'il fit transmettre, une fois terminé, au colonel Le Courtois de Surlaville en France. Fiedmont n'avait connu que brièvement l'homme cultivé qui avait été l'ancien commandant de la garnison de Louisbourg, mais c'est à lui qu'il destina sa relation du siège parce qu'il estimait qu'il pouvait compter sur lui pour transmettre son point de vue aux bonnes personnes.

Suivant l'évaluation des événements que faisait Fiedmont, la petite forteresse aurait pu, compte tenu de sa position avantageuse, opposer une résistance considérable. Même dans l'état où elle se trouvait, elle avait permis aux Français de contraindre l'ennemi à d'importants et coûteux préparatifs en vue du siège. Fiedmont était d'avis que les Britanniques avaient fait peu de progrès après avoir pris position à la Butte-à-Charles parce que le tir de l'artillerie du fort les forçait à garder leurs distances : «Ils n'ont pas gagné un pouce de terrain en direction de notre palissade au cours des quatre jours de creusage de la tranchée et ils n'ont pas non plus été capables d'établir une seule batterie de canons».

Courville semble corroborer l'évaluation de Fiedmont : le fort renfermait une abondante quantité de matériel de guerre, nota-t-il, et Vergor aurait pu défendre la position «pendant une période considérable» avec une garnison et des effectifs totalisant 250 hommes.

L'espion, Thomas Pichon, resta avec les Britanniques après la capitulation, prétendument pour veiller aux aspects administratifs du transfert. En réalité, il prit des dispositions pour continuer d'espionner pour eux. Il se rendit finalement en Angleterre via Halifax, où une pension de 100 livres lui permit de rédiger ses *Lettres et mémoires...*, publiées à La Haye en 1760. À ses nouveaux maîtres, Pichon (dont la véracité des propos est douteuse) clamait que c'est sa duplicité qui avait empêché les Français d'améliorer le fort Beauséjour ou qui les avait ralentis, ce qui devait sceller leur éventuelle reddition. Il ne fait aucun doute que les cartes et le mémoire détaillé qu'il transmit aux capitaines Scott et Hussey au fort Lawrence contribuèrent aux succès ultérieurs de Monckton. Si, comme il le clamait, il incitait constamment les travailleurs acadiens à abandonner le fort pendant le siège et pressait Vergor de capituler, il se peut que Pichon ait contribué à abrégé la durée du siège. Il semble avoir su dissimuler sa rouerie car, pendant plusieurs semaines après la chute des forts de Chignectou, Joubert, officier par ailleurs bien informé de la garnison de Louisbourg, ne soupçonna jamais que l'ancien commissaire de Beauséjour s'était rendu avec les Britanniques à Halifax, où il poursuivit son oeuvre de trahison jusqu'à ce qu'il aille s'établir en Grande-Bretagne.

La conséquence la plus tragique des opérations britanniques sur les terres frontalières de Chignectou au printemps de 1755 fut la décision du *Nova Scotia Council* de faire partir par la force la totalité de la population acadienne de la province. Il s'agissait essentiellement d'une décision militaire dictée au Conseil par le gouverneur Lawrence sans que celui-ci consulte ses supérieurs en Grande-Bretagne. Le Conseil reconnaissait essentiellement que la sécurité de la province ne pourrait être assurée que si ses habitants francophones prêtaient un serment inconditionnel d'allégeance (ce qu'ils avaient réussi à éviter pendant une génération) ou s'ils étaient forcés de partir. Au cours d'une série d'affrontements avec Lawrence au printemps et à l'été, les délégués acadiens des différents districts persistèrent dans leur refus de prêter serment. Le 28 juillet 1755, Lawrence et le conseil réglèrent finalement la question en ordonnant l'évacuation de la totalité de la population de la province et sa dispersion parmi les colonies britanniques côtières.

Les autorités britanniques de la Nouvelle-Écosse procédèrent au grand dérangement des Acadiens dans les semaines qui suivirent. Le fort Cumberland servit de centre de coordination dans le district de Chignectou. Dans un sens, l'ordre de rassembler et d'évacuer les Acadiens constituait un développement fortuit pour Monckton, lequel, après la reddition des Français, s'était retrouvé avec une importante armée de provinciaux de la Nouvelle-Angleterre oisifs qu'il pourrait désormais mettre à l'oeuvre. Monckton avait auparavant pardonné aux Acadiens de Chignectou qui avaient été forcés de se ranger du côté des Français. Mais au début d'août, Lawrence ordonna que les hommes acadiens soient emprisonnés au fort Cumberland et au fort Lawrence. Aux yeux du gouverneur de la Nouvelle-Écosse, les Acadiens de Chignectou plus que tous autres avaient manqué à leur serment, fût-il conditionnel, de rester neutres en cas de conflit entre les deux Couronnes.

L'éviction des Acadiens de la Nouvelle-Écosse accomplissait l'objectif premier de Lawrence : rendre la Nouvelle-Écosse sûre pour les intérêts britanniques, mais l'entreprise devait

se révéler laborieuse. Il la décrivit comme étant «une tâche beaucoup plus coûteuse en temps et en énergie qu'on aurait pu l'imaginer». De nombreux d'officiers trouvèrent pénible la tâche consistant à rassembler les civils, qui allait à l'encontre de «leur tempérament naturel». Aux yeux de l'histoire, Lawrence aura été un militaire intraitable et insécure qui n'aura pas su faire la différence entre les instruments de l'impérialisme français dans la région acadienne, d'une part, et les pragmatiques Acadiens, d'autre part. Bien que les Acadiens exaspérassent par moment l'autorité britannique, ils observaient pour la plupart la neutralité qui garantissait leur sécurité dans la province. Le moins que l'on puisse dire, au sujet de Charles Lawrence, est qu'il n'avait pas l'imagination qu'il fallait pour percevoir l'inutilité, sur le plan militaire, de l'évacuation des Acadiens. Par ailleurs, en cette année au cours de laquelle le succès de Robert Monckton contre les forts de Chignectou fut la seule bonne nouvelle pour les Britanniques en Amérique du Nord, on peut pardonner à l'homme sans imagination qu'était le gouverneur intérimaire de la Nouvelle-Écosse d'avoir exprimé son opinion à ses supérieurs dans les termes suivants :

«... rien n'illumine davantage (l'établissement de la province) que la joyeuse quoique coûteuse tâche consistant à extirper les misérables et perfides Français neutres.»

Notes bibliographiques

Les principales sources consultées pour l'étude de la campagne de 1755 à Chignectou sont les nombreuses relations des témoins oculaires tant du côté français que du côté anglais du conflit. La plus importante source britannique a été le «Journal of the Expedition against Beauséjour Fort...» du colonel Robert Monckton, reproduit dans *The Forts of Chignectou: a study of the eighteenth century conflict between France and Great Britain in Acadia*, publié chez J.C. Webster [Shediac, N.-B.], 1930, p. 110-116. La relation la plus complète et la plus sûre du siège vu du côté des Français est le journal du lieutenant Louis-Thomas Jacau de Fiedmont, l'officier d'artillerie chargé de la défense, journal reproduit dans *Relations et journaux de différentes expéditions...*, publié chez H.-R. Casgrain, Québec, 1895 [volume 11 de la Collection des manuscrits du maréchal de Lévis], p. 8-51. L'auteur en a trouvé une bonne traduction anglaise sous le titre *The Siege of Beauséjour in 1755: a journal of the attack on Beauséjour...*, publié chez J.C. Webster, Saint-Jean, 1936. Parmi les autres journaux importants du côté britannique, mentionnons ceux du colonel John Winslow, l'officier commandant les provinciaux de la Nouvelle-Angleterre et second de Monckton à Chignectou, publié dans *Collections of the Nova Scotia Historical Society*, vol. 3 (1883) et 4 (1885); celui du capitain Abijah Willard, dans *Collections of the New Brunswick Historical Society*, vol. 13 (1930); et celui de John Thomas, second-maître chirurgien de l'expédition (et futur général de la Guerre révolutionnaire) venu de la Nouvelle-Angleterre, dans *Journals of Beauséjour: Diary of John Thomas...*, publié chez J.C. Webster, [Halifax], 1937. La relation faite par le notaire Louis Léonard Aumasson de Courville, publiée avec le journal de Thomas mais présentant des lacunes aux niveaux de la traduction et de l'édition, gagne à être consultée dans le texte original au Musée McCord, à Montréal. En sa qualité de secrétaire de Duchambon de Vergor, commandant français illettré de Beauséjour, Courville était particulièrement bien placé pour observer les événements qui se déroulèrent dans l'isthme de Chignectou en 1754 et 1755. Malgré ses tendances au potinage, son ton tranchant et ses partis pris dans ses critiques, les observations de Courville à Beauséjour sont dans l'ensemble exactes et corroborées par d'autres sources.

Plusieurs collections de documents publiés complètent les journaux rédigés à Chignectou. Les Archives publiques (rebaptisées depuis Archives nationales) du Canada ont publié les plus importants des documents néo-écossais de Monckton dans *The Northcliffe Collection*, Ottawa, 1926, p. 1-79. La collection *Military Affairs in North America, 1748-1765: selected documents from the Cumberland papers in Windsor Castles*, publiée par S.M. Pargellis, New York, 1936, et rééditée en 1969 [Hamden, Conn.], comprend une ébauche de plans datant de la fin de 1754 en vue de la destruction du fort Beauséjour, le rapport de l'ingénieur John Brewse sur sa capture, et un mémoire daté de 1756 de Thomas Pichon faisant état de ses activités au service des Britanniques en Nouvelle-Écosse. *Correspondence of William Shirley...*, vol. 2, publié chez C.H. Lincoln, New York, 1912, renferme la correspondance du gouverneur du Massachusetts avec son supérieur, Sir Thomas Robinson. On peut trouver une importante correspondance préparatoire entre Lawrence et Shirley dans *Selections from the Public Documents of the Province of Nova Scotia*, publiés chez T.B. Akins, Halifax, 1869. Les documents de Thomas Pichon, y compris sa correspondance traîtresse (dans les pièces jointes) avec les commandants du fort Lawrence, et son journal, divers rapports et d'autres documents se trouvent dans *Thomas Pichon, «The Spy of Beauséjour»: an account of his career in Europe and America...*, publié chez J.C. Webster, [Sackville, N.-B.], 1937.

Parmi les relations secondaires, les plus importantes sont les suivantes : l'ouvrage de J.B. Brebner, *New England's Outpost: Acadia before the conquest of Canada*, New York et Londres, 1927, reste un classique. G. Frégault, dans *Canada: The war of the conquest*, Toronto, 1969 [traduit par M.M. Cameron], et G.F.G. Stanley, dans *New France: the last phase, 1744-1760*, Toronto, 1968 [Séries du Centenaire du Canada], présentent le meilleur aperçu

global de l'empire français en Amérique à la veille de la conquête britannique. L'article «The Conquest of Acadia» de B.A. Pothier, publié dans *Encyclopedia of the North American Colonies*, vol. 2, New York, 1993, p. 289-297 raconte l'histoire en la replaçant dans le contexte de la grande région acadienne en 1755. Les données concernant la Nouvelle-Angleterre se trouvent dans J.A. Schutz, *William Shirley, King's governor of Massachusetts*, Chapel Hill, N.C., 1961, et G.A. Rawlyk, *Nova Scotia's Massachusetts: a study of Massachusetts - Nova Scotia Relations, 1630-1784*, Montréal et Londres, 1973.

L'ouvrage de référence le plus important est le *Dictionnaire biographique du Canada*. Le volume 4 (Laval, 1979), propose un essai intitulé «Les Acadiens» écrit par N.E.S. Griffiths, et les volumes 3 (1974) et 4 renferment de courts articles sur les personnages reliés à l'expédition de Chignectou et à la défense des forts français (Lawrence, Monckton, Du Pont Duchambon de Vergor, Jacau de Fiedmont), ainsi que sur de nombreux personnages qui ont été à l'arrière-plan des événements (Brewse, Aumasson de Courville, Pichon, Scott, Rouer de Villeray, Willard, Winslow, etc.). Les planches 29 et 30 de l'*Atlas historique du Canada*, vol. 1, publié chez R.C. Harris, Montréal, 1987, offrent une appréciable illustration géographique du district de Chignectou.

Remerciements

William Constable a préparé les cartes qui figurent aux pages 6 et 10. Les Archives nationales du Canada ont fourni les illustrations des pages 9 (C 142217), 12 (NMC 712, reproduit de l'original qui se trouve aux Archives nationales de France) et 17 (C 10608). L'illustration de la page 15 est une gracieuseté de l'artiste et de Patrimoine canadien (Parcs Canada), région de l'Atlantique. Parcs Canada a également fourni les illustrations des pages 21 et 23, et la *Fundy Guild Inc.*, celle de la page 39.

Pour la recherche et l'aide à la rédaction, l'auteur a contracté une dette envers Alex Inglis, de Balmuir Books, Fred Gaffen, Jean Langdon-Ford et M. Cameron Pulsifer, du Musée canadien de la guerre. Barbara Schmeisser, de Parcs Canada, a gracieusement partagé son manuscrit inédit, *A Narrative and Structural History of Fort de Beauséjour, 1751-1755*, [Halifax, Parcs Canada, région de l'Atlantique], 1980. Bernie Mac Isaac a fait bénéficier l'auteur de son hospitalité et de sa bonne humeur lors de ses déplacements dans l'isthme, à l'été de 1994. La vérification du texte français fut assurée par Jean Pariseau.

La Grande-Bretagne obtint l'Acadie francophone par traité en 1713, mais, quatre décennies plus tard, les frontières de sa conquête n'étaient toujours pas définies précisément. Dans les années 1750, tandis que la guerre menaçait de nouveau, l'isthme de Chignectou devint une terre frontalière que se disputaient les sphères d'influence française et britannique en Amérique du Nord. Des militaires des deux groupes établirent des forts et s'observèrent avec précaution d'un côté à l'autre de la rivière Missaguash jusqu'à ce qu'une expédition de troupes conjointes de la Nouvelle-Écosse et du Massachusetts chasse les Français de la région à la fin du printemps 1755. Ces événements furent suivis de la déportation des Acadiens.

Page couverture

La bataille

Fort Gaspereau : Fort Gaspereau

Isthmus of Chignectou : Isthme de Chignectou

Petitcoudiac River : Rivière Petitcoudiac

Chepoudy R. : Rivière Chepoudy

Bay Chepoudy : Baie de Chepoudy

Cape Maringouin : Cap Maringouin

NOVA SCOTIA : NOUVELLE-ÉCOSSE

Bay of Fundy : Baie de Fundy

ISTHMUS OF CHIGNECTO : ISTHME DE CHIGNECTO

Baie Verte

Pont-à-Buot

Fort Beauséjour

Fort Lawrence

Misaguash

Beaubassin

Memramkook R. : Rivière Memramkook

page 6

NOVA SCOTIA AND THE ACADIAN REGION : LA NOUVELLE-ÉCOSSE ET LA RÉGION ACADIENNE

See enlargement : voir l'agrandissement

Saint John R. : rivière Saint-Jean

Northumberland Strait : détroit de Northumberland

Isthmus of Chignectou : isthme de Chignectou

Bay of Fundy : baie de Fundy

NOVA SCOTIA : NOUVELLE-ÉCOSSE

ATLANTIC OCEAN : OCÉAN ATLANTIQUE

page 9

*Le lieutenant-colonel Robert Monckton (1726-1782
par Thomas Beach*

page 10

Fort Gaspereau : Fort Gaspereau

Isthmus of Chignectou : Isthme de Chignectou

Petitcoudiac River : Rivière Petitcoudiac

Chepoudy R. : Rivière Chepoudy

Bay Chepoudy : Baie de Chepoudy

Cape Maringouin : Cap Maringouin

NOVA SCOTIA : NOUVELLE-ÉCOSSE

Bay of Fundy : Baie de Fundy

ISTHMUS OF CHIGNECTO : ISTHME DE CHIGNECTO

Baie Verte

Pont-à-Buot

Fort Beauséjour

Fort Lawrence

Misaguash

Beaubassin

Memramkook R. : Rivière Memramkook

page 12

Plan et vue en coupe du fort Beauséjour, 1752

page 15

La vie au fort Beauséjour, 1754, par Lewis Parker

page 17

Thomas Pichon (1700-1781), l'espion de Beauséjour, par H. Beau, d'après N. Caucourt

page 21

Soldat de la Compagnie franche de la marine, 1755, par Eugene Lelièvre

page 23

Soldat du 40^e Régiment à pied, vers 1745, par G.A. Embleton

page 39

Vue aérienne contemporaine du site du fort Beauséjour

SÉRIE DES BATAILLES CANADIENNES

Fred Gaffen, éditeur

1. Tenir bon : la bataille de Châteauguay
par Victor Suthren
2. Les Canadiens à Paardeberg
par Desmond Morton
3. La Percée de la Ligne Hindenburg
par John Swettenham
4. Le Petit Blitz
par Hugh A. Halliday
5. Ortona : Noël
par Fred Gaffen
6. Corée 1951 : deux batailles canadiennes
par James R. Stone et Jacques Castonguay
7. La bataille de Saint-Denis, 1837
par Elenor Kyte Senior
8. Une bataille de nuit : Stoney Creek, 6 juin 1813
par G.F.G. Stanley
9. Jusqu'au bout : la bataille de Harts River (1902)
par Carman Miller
10. Batailles de Ridgeway et de Fort Erie, 1866
par Herewood Senior
11. La bataille de Moraviantown - 5 octobre 1813
Par Robert S. Allen
12. La bataille des forts de Chignectou, 1755
par Bernard Pothier
13. "Une brillante petite opération" : La bataille de Crysler's Farm (1813)
par Donald E. Graves
14. Déluge et enfer : la bataille de Rhénanie, 1945
par Bill Rawling
15. La bataille d'Amiens : 8-11 août 1918
par Brereton Greenhous
16. La bataille pour la côte 70 : 15-25 août 1917
par Fred Gaffen
17. Le Canada doit être réduit, le siège de Québec, en 1690
par Kyle McIntyre

Tous les titres de cette série sont disponibles auprès de l'éditeur.

Balmuir Book Publishing Ltd.
128, av. Manning
Toronto, Canada, M6J 2K5